



COMMUNIQUÉ DU DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL SUR LE RÔLE DE LA GENÈVE INTERNATIONALE DANS L'ONU 2.0

25 AVRIL 2024, GENEVE, SUISSE.



UNITED NATIONS
GENEVA



DIPLOMATIC CLUB
OF GENEVA
FONDATION POUR GENÈVE



Kofi Annan
FOUNDATION



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE



INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES



JUNIOR DIPLOMAT INITIATIVE
SWITZERLAND



Initiatives of Change
Caux Foundation



GENEVA SCHOOL OF DIPLOMACY
& INTERNATIONAL RELATIONS



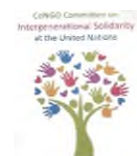
FOGGS | Foundation for Global
Governance and Sustainability



ARISE FROM ASHES



Global Governance
Innovation Network



2024 Commission on
Intergenerational Solidarity
at the United Nations



Peace Child
International
empowering young people



NGO Committee on Ageing
GENEVA



IAHRA GENEVA



Ecole Internationale de Genève
International School of Geneva



LIMUN
London International
Model United Nations
Foundation



Global
Governance
Forum

Avertissement : Ce communiqué, préparé par le comité de rédaction du dialogue intergénérationnel, ne représente pas nécessairement les points de vue de tous les panélistes et partenaires impliqués dans le dialogue.

COMMUNIQUÉ DU DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL SUR LE RÔLE DE LA GENÈVE INTERNATIONALE DANS L'ONU 2.0

Le dialogue intergénérationnel Greycells 2024, qui s'est tenu le 25 avril au Club suisse de la presse à Genève, en Suisse, a rassemblé des personnes d'horizons et de générations divers pour discuter, de manière réfléchie, du rôle central joué par la Genève internationale, avec ses spécificités et ses atouts, dans l'élaboration d'une Organisation des Nations unies prête pour l'avenir.

1. Introduction

Les participants ont réaffirmé que l'agenda et les processus multilatéraux de Genève sont vastes, complexes et essentiels pour toute "ONU 2.0" que l'humanité peut envisager pour la faire survivre. Le multilatéralisme étant en crise et en transition, il devrait devenir plus collaboratif, intégré, en réseau, préventif et responsable ; en outre, les jeunes ont la responsabilité de conduire le changement et l'innovation. À tous les stades de la conception et de la préparation, le dialogue intergénérationnel a apporté le point de vue de la société civile ; il a également combiné les idées de professionnels chevronnés avec la voix de plus novices, représentée par ses jeunes intervenants.

2. Principaux messages des panels

Premier panel : le rôle normatif de la Genève internationale

a. Comment le respect du droit humanitaire et des droits de l'Homme peut-il survivre aujourd'hui ?

Genève est le berceau des principes humanitaires et le siège de nombreuses organisations internationales dédiées au droit humanitaire, aux droits de l'Homme et à l'aide humanitaire. Mais lorsque les principes et les lois sont violés et que l'on est confronté à tant d'hypocrisie, de doubles standards et de souffrances indicibles, il est impératif que chacun réagisse, aille de l'avant et entreprenne une introspection de transformative. Caux Initiatives et Changement¹ est un lieu où les Genevois peuvent expérimenter et mettre en œuvre les Objectifs du Développement Intérieur (ODI) nécessaires pour accélérer cette transformation. **Genève devrait devenir l'épicentre de la rencontre entre les ODD et les ODI.** La nécessité d'un nouvel agenda pour la paix et d'une ONU plus audacieuse est évidente. **Le Conseil des droits de l'Homme (CDH)² ne peut pas combler le vide laissé par un Conseil de sécurité dysfonctionnel ; cependant, l'évolution du CDH vers un organe plus inclusif, légitime et efficace peut, espérons-le, conduire à un "agenda pour la protection des droits de l'Homme en temps de guerre", basé sur le principe d'un droit de l'Homme à la paix.** Cette évolution possible fait l'objet de discussions à Genève aujourd'hui.

b. OMC, changement climatique et développement durable : la nécessité de nouvelles règles interdépendantes

¹ <https://www.iofc.ch/>

² <https://www.ohchr.org/en/hrbodies/hrc/home>

Dans un rapport datant de 2023, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)³ a mis en évidence une augmentation significative des émissions de dioxyde de carbone (CO2), dont l'impact sur le changement climatique pourrait bientôt devenir inévitable et irréversible. Les règles et politiques actuelles de l'OMC ne tiennent pas suffisamment compte de l'impact du commerce sur l'environnement ; il n'existe pas encore de politique cohérente intégrant les impératifs du commerce et du développement durable. Il est nécessaire d'adopter des règles environnementales internationales, telles que des taxes carbone et l'interdiction du commerce des matières plastiques, des espèces menacées, des déchets toxiques, etc. qui détruisent l'environnement. Plus important encore, il faut une **négociation intersectorielle à Genève couvrant le commerce (OMC)⁴, les accords multilatéraux sur l'environnement (AME-PNUE), la finance et le développement durables (FMI, BM), et les droits de l'Homme (HCDH)**. Les nouvelles règles commerciales issues de ces négociations devront être économiquement bénéfiques, écologiquement durables et socialement équitables. **Pour atteindre cet objectif, les gouvernements devraient accepter de renoncer à une partie de leur souveraineté** et donner la priorité au bien commun par rapport à une approche "donnant-donnant" qui caractérise actuellement les négociations multilatérales. Le feront-ils ?

c. La voix de la jeunesse

Les jeunes sont très inquiets de la direction que prend le monde et ont un rôle à jouer vis-à-vis des responsables. Face aux abus de masse, aux violations flagrantes des droits de l'homme, aux nouvelles guerres et à la menace existentielle du changement climatique, il est impératif d'élaborer de nouvelles politiques dans une perspective de **sécurité humaine**. **L'ODD 16** est au cœur du développement durable ; les États membres des Nations unies et leurs gouvernements seront jugés en fonction de la mesure à laquelle ils contribueront à sa réalisation.

Deuxième panel : la pluridisciplinarité est une routine à Genève.

a. Un nouveau contrat éco-socio-environnemental pour lutter contre les inégalités.

L'Institut de recherche des Nations unies sur le développement social (UNRISD)⁵ est bien placé pour aborder des questions sensibles telles que le pouvoir, les inégalités et la répartition des richesses, grâce à son autonomie, sa diversité et sa pluridisciplinarité. Plus délibératif et moins réactif/rapide que New York, l'environnement genevois est plus propice à la recherche indépendante. En même temps, nous avons besoin de **processus de coordination soigneusement conçus et encouragés entre Genève et New York pour introduire des connaissances techniques progressistes dans les processus politiques** (ce qui a été fait avec succès lors de la préparation de l'Agenda 2030 et des ODD). **Actuellement, l'UNRISD est le premier à travailler sur un éventuel contrat éco-social, plus écologique et plus inclusif que le contrat social mis en place après la Seconde Guerre mondiale, qui est aujourd'hui clairement rompu**. Le défi consiste à inciter les gouvernements à dépasser les politiques actuelles de croissance du PIB, axées sur la consommation et non durables, pour s'orienter vers des modèles d'économie sociale et solidaire et vers la justice sociale. **Plusieurs organisations basées à Genève (OIT⁶, CNUCED⁷, HCDH⁸, SDG Lab⁹, etc.) travaillent déjà sur ces questions ; leur travail trouve un écho dans d'autres endroits, notamment à New York, Rome, Vienne et Nairobi.**

³ <https://www.ipcc.ch/>

⁴ <https://www.wto.org/>

⁵ <https://www.unrisd.org/en>

⁶ <https://www.ilo.org/>

⁷ <https://unctad.org/>

⁸ https://www.ohchr.org/en/ohchr_homepage

⁹ <https://www.sdglab.ch/>

b. Changement climatique et mobilité humaine.

Il n'a pas été facile d'élargir le débat sur les réfugiés au-delà des conflits et des persécutions pour y inclure les **déplacements forcés liés au climat**, ce qui a nécessité l'introduction du concept de **mobilité humaine**. La discussion a débuté lors de la COP 16 à Cancun en 2010¹⁰ et a conduit à l'adoption de l'Initiative Nansen en 2015¹¹. Les déplacements provoqués par les catastrophes et les effets néfastes du changement climatique entraînent des conséquences sociales et économiques dévastatrices. Ils soulèvent de multiples problèmes de protection tout en compromettant les progrès en matière de développement. Il s'agit d'un sujet transversal qui devrait être abordé sous différents angles et par le biais d'un large éventail de mesures : protection humanitaire, réduction et gestion des risques de catastrophe, droits de l'Homme, atténuation du changement climatique, adaptation ainsi que pertes et dommages, gestion de l'environnement, gouvernance des migrations, etc. Nous devons nous appuyer sur les bonnes pratiques et les processus existants pour **élaborer des orientations spécifiques sur l'application du droit des réfugiés et des mesures de protection complémentaires et temporaires face aux déplacements transfrontaliers liés aux catastrophes et au changement climatique. Genève est particulièrement bien placée pour cela**, puisqu'elle accueille les sièges du HCR et de l'OIM, mais aussi du HCDH et de l'UNDRR (Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe¹², qui accueillera le secrétariat du nouveau réseau de Santiago de la CCNUCC¹³, qui fournit une assistance en cas de pertes et de dommages aux pays en développement vulnérables au changement climatique), ainsi que de grandes ONG et le mouvement de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge. La plateforme multipartite sur le déplacement en cas de catastrophe est également un processus basé à Genève.

c. La voix de la jeunesse

Comme le révèle l'enquête, les **jeunes ont le sentiment profond de ne pas être suffisamment pris en compte dans les négociations et les décisions sur les questions qui leur tiennent à cœur, telles que le climat, les guerres et les droits**. Cette situation est choquante. Les jeunes subiront le poids de ces décisions et doivent être mieux **éduqués et représentés** pour avoir un impact. Les jeunes devraient également utiliser davantage et mieux les nouvelles plateformes numériques pour les négociations, tout en faisant attention à la désinformation.

Troisième panel : Genève en sait long sur les mécanismes multipartites

a. Le tripartisme de l'OIT

Le système des Nations unies ne fonctionnerait pas correctement sans la participation de la société civile et du secteur privé par le biais d'accords consultatifs. Mais la prise de décision tripartite qui caractérise l'OIT est une particularité des relations de travail, où la négociation collective entre les employeurs et les syndicats produit des accords juridiquement contraignants qui complètent la législation du travail. **En élaborant de nouvelles normes internationales du travail¹⁴, l'OIT a réussi, d'une certaine manière, à transformer des questions politiques en questions techniques. Le travail dit "technique" effectué par la Genève internationale a beaucoup plus d'impact que ce que l'on peut attendre du Conseil de sécurité dans sa configuration actuelle (droit de veto). Pour certains, le projet de Pacte de l'avenir¹⁵ est décevant et ne contient pas le type d'idée phare qui pourrait faire la différence.**

¹⁰ <https://unfccc.int/event/cop-16>

¹¹ <https://environmentalmigration.iom.int/nansen-initiative>

¹² <https://www.undrr.org/>

¹³ <https://unfccc.int/santiago-network>

¹⁴ <https://www.ilo.org/international-labour-standards>

¹⁵ <https://www.un.org/en/summit-of-the-future/pact-for-the-future-zero-draft>

Une autre illustration du tripartisme est donnée par l'**Organisation internationale des employeurs**, basée à Genève¹⁶. Toutefois, son rôle dans la création d'emplois et la promotion de la justice sociale, l'éradication de la pauvreté et le "travail décent" n'est pas suffisamment compris.

b. Nécessité de négociations multipartites sur l'intelligence artificielle (IA)

Le développement, l'utilisation et la réglementation de l'IA nécessitent une collaboration étroite avec le secteur privé, les chercheurs et les éducateurs. **L'IA peut être utilisée à bon escient pour traiter les questions de développement et évaluer l'impact des politiques.** Elle peut soutenir la réponse aux catastrophes grâce à l'utilisation des médias sociaux et identifier et traiter les préjugés sexistes et autres. Elle offre d'immenses possibilités d'accélérer les progrès. Cependant, elle présente également des défis importants et doit donc être soigneusement réglementée. **La gestion de l'IA nécessite des mécanismes multipartites novateurs et mieux connectés**, tels que le SDG Accelerator Lab¹⁷, basé à Genève, qui utilise la science ouverte de manière inclusive et transparente et protège les droits des citoyens. Le Trialogue de Genève sur l'avenir de l'éducation¹⁸ et le Geneva Science and Diplomacy Accelerator (GESDA¹⁹) sont d'autres exemples de mécanismes multipartites déjà en place dans le domaine des nouvelles technologies.

c. La voix de la jeunesse

En raison de sa concentration d'acteurs divers, Genève offre aux jeunes de nombreuses possibilités de s'exprimer et d'interagir avec les décideurs. L'IA facilite cette interaction, à condition qu'elle soit correctement encadrée et réglementée par des mécanismes multipartites. L'ambiguïté entourant l'IA est apparue clairement lors d'une récente conférence parrainée par l'OIT sur l'IA et la protection de l'emploi, à laquelle les jeunes ont participé activement. Elle a clairement montré que l'IA constitue à la fois une menace et une opportunité pour l'avenir. La conférence a également illustré le fossé existant entre les personnes qui prennent des décisions sur la technologie et celles qui sont directement touchées par celle-ci. Ce fossé existe depuis la révolution industrielle et il ne peut être comblé que par le dialogue. Pour les jeunes, Genève est un formidable centre de connaissances, de coopération et d'engagement avec différentes organisations. Ces dernières sont perçues comme moins inaccessibles qu'on ne le pensait au départ. La participation de trois associations étudiantes au Dialogue montre que les jeunes savent que pour tirer le meilleur parti de la Genève internationale, ils doivent s'organiser.

Panel de conclusions : Principaux enseignements et messages

- i. Il y avait un éléphant dans la pièce : New York est paralysée, la paralysie s'étend, et que peut y faire Genève ? Comment transmettre des informations positives sur la Genève internationale quand New York est paralysée ?
- ii. La Genève internationale n'existe pas en dehors de Genève. New York est paralysée parce que les représentants permanents des 193 États membres défendent leurs intérêts nationaux respectifs et sont liés par leurs contrats sociaux nationaux respectifs. Il n'y a pas de compréhension générale de ce qui fonctionne à l'ONU, mais il est convenu que l'ONU devrait se concentrer sur le bien public mondial et investir dans le développement sur la base d'un cadre mondial concerté. Ce cadre est nécessaire pour conduire le changement à tous les niveaux. Et comme les jeunes l'ont clairement indiqué, le symbolisme n'est plus acceptable !
- iii. Le rôle de la société civile - mouvements pacifistes, féministes, libéraux - dans l'élaboration du multilatéralisme ne doit pas être sous-estimé.

¹⁶ <https://www.ioe-emp.org/>

¹⁷ <https://www.undp.org/acceleratorlabs>

¹⁸ <https://gva-trialogue-23.sparkboard.com/>

¹⁹ <https://gesda.global/>

- iv. Le multilatéralisme a été très résistant : le multilatéralisme fonctionnel de la Société des Nations a produit un cadre normatif qui a civilisé les pratiques internationales, protégé les groupes vulnérables et amélioré les conditions de vie. Genève est un centre d'expertise internationale mais aussi une ville diplomatique qui contribue à la construction de la paix.
- v. La Genève internationale n'existe peut-être pas en dehors de Genève, mais elle est une réalité. La distinction entre Genève "technique" et New York "politique" n'a pas de sens. Le lien avec les activités de terrain est important ; la société civile y joue un rôle majeur et visible. L'écosystème genevois est varié et riche, mais vulnérable. À l'ère du numérique, Genève doit s'améliorer ; il est encore difficile de vendre aux médias et au public ce qui se passe à Genève.
- vi. Les jeunes ont été activement impliqués dans le dialogue et leurs priorités ont été prises en compte, mais ils estiment que leur impact et leur rôle dans le système multilatéral sont encore limités ; ils ne sont pas suffisamment intégrés dans les discussions et les décisions ; une structure de gouvernance plus inclusive et plus transparente est nécessaire.
- vii. Il est essentiel d'associer les jeunes à toutes les initiatives et de veiller à ce que les voix des femmes et des hommes de toutes les générations, y compris les personnes âgées, soient entendues et prises en compte. Le succès de l'affaire portée par Senior Women for Climate Protection Switzerland²⁰ devant la Cour européenne des droits de l'Homme souligne ce point, en démontrant que les femmes et les hommes plus âgés peuvent également diriger des mouvements efficaces qui profitent à tous. Une telle action constitue un exemple inspirant pour toutes les générations.

3. Statistiques et principaux messages de l'enquête anonyme en ligne.

a. Statistiques

- i. L'enquête a suscité 146 réponses ; 50 % des personnes interrogées avaient entre 32 et 65 ans ; 57 % étaient des femmes ; elles provenaient de 32 nationalités - dont plus de la moitié du "Nord global" ; 38 % avaient une formation en droit ou en relations internationales ; 32 % travaillaient pour le système des Nations unies et 13 % pour des ONG.
- ii. Les questions prioritaires identifiées pour l'avenir de la coopération multilatérale sont la paix (16%), l'environnement (14%) et la réduction de la pauvreté (13%) ; 38% considèrent que les questions discutées à Genève ont un impact limité sur les discussions sur la paix et la sécurité tenues à New York ; 46% considèrent que la couverture médiatique limitée des questions de Genève est due à leur complexité ; 63% considèrent que les ONG ont une certaine influence sur les négociations multilatérales ; 44% ont une connaissance limitée du Sommet du Futur, les attentes quant à son impact sur le multilatéralisme étant également réparties entre positives et neutres.
- iii. Pour les jeunes répondants, les priorités sont la justice sociale et les inégalités (45 %), avec un accent sur la technologie, les compétences numériques et la nécessité de les rendre accessibles. Ils se sont montrés plutôt critiques quant à l'efficacité des programmes éducatifs pour préparer les jeunes aux défis d'aujourd'hui (44 % peu ou moyennement efficaces), assez négatifs quant à leur propre impact sur les processus décisionnels (68 % peu ou pas du tout), et assez pessimistes quant à la valeur attribuée par les générations plus âgées à leurs contributions (48 % dans une certaine mesure).

b. Principaux messages

²⁰ <https://en.klimasenioren.ch/>

Outre les statistiques, l'enquête a suscité un grand nombre de commentaires de fond, résumés ci-dessous.

- i. Même si les thèmes genevois figurent dans le projet de Pacte pour l'avenir, les processus genevois "ne sont pas pleinement pris en compte", en particulier en ce qui concerne le potentiel des objectifs de développement durable.
- ii. Pour ne rien arranger, "la cohérence et la coordination entre les missions de Genève et de New York sont rarement mises en œuvre de manière systématique : les capitales, délibérément ou non, ne disposent pas d'un suivi et d'une vision d'ensemble des liens entre les questions de Genève et de New York". Pourtant, tous les domaines d'activité de l'ONU revêtent la même importance, car "une identité commune en tant que famille humaine est essentielle, et l'ONU peut jouer un rôle en aidant à façonner cette identité commune pour tous".
- iii. Mettre l'accent sur les différences entre les sujets traités à Genève et à New York est largement "artificiel" et même "naïf", comme le démontrent les liens existants entre le travail effectué à Genève et les questions abordées par le Conseil de sécurité concernant les causes profondes des conflits, à savoir la pauvreté, le développement, les violations des droits de l'Homme et les inégalités.
- iv. La neutralité de la Suisse en tant que pays hôte, et en particulier son soutien à l'aide humanitaire par les entités de l'ONU et le CICR, sont reconnus. Genève bénéficie également "de son réseau d'institutions diverses, proches et accessibles. Il règne à Genève une atmosphère de sérieux et de confiance qui n'existe pas à New York".
- v. En ce qui concerne le rôle des acteurs non étatiques, "nous devrions tenir compte de la suprématie des groupes politiques et économiques qui ont une voix forte dans la propagande, les médias, la finance et le monde universitaire". Les ONG présentes à Genève ne sont pas universellement représentatives : "de nombreux pays du Sud qui n'ont pas de voix à Genève ne sont pas inclus" et il est nécessaire de "donner la parole également aux petites ONG et aux jeunes, et pas seulement aux grandes organisations".
- vi. Les attentes à l'égard du Sommet de l'avenir sont modestes et réalistes : "la convocation du Sommet est déjà une réussite en ces temps d'obscurité pour les valeurs de la coopération multilatérale. Mais en l'absence de résultats contraignants, les États membres, en particulier les superpuissances, ne s'écarteront pas de leurs intérêts habituels et des violations des règles et principes internationaux." En ce qui concerne la réforme, "nous devons sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité - des violations flagrantes sont commises et leur dénonciation fait l'objet d'un veto. L'ONU semble donc très inefficace. Nous avons besoin d'un système mondial d'équilibre des pouvoirs qui nous conduise à la paix et à l'État de droit". "Les Nations unies ont besoin d'un profond remaniement pour susciter l'intérêt du public et se réinsérer dans la gestion des affaires mondiales. Son manque de pertinence et sa marginalisation croissante par les États membres sont profondément dangereux pour le monde, et en particulier pour les générations futures".
- vii. Le point de vue des jeunes : Les postes tels que "conseiller de la jeunesse" ou "représentant de la jeunesse" semblent souvent symboliques et inefficaces. Les jeunes ont simplement besoin d'être mis en position d'avoir un impact sans avoir à se différencier en tant que "leader ou envoyé de la jeunesse". Certains commentaires font référence au "nombre incroyable d'obstacles pour les jeunes du Sud, en particulier ceux d'Afrique". En ce qui concerne les sujets de préoccupation, "la santé mentale et le bien-être sont au cœur des préoccupations" ; "notre avenir dépend de l'environnement de la planète". L'IA et l'accès à la technologie suscitent également des inquiétudes "afin d'éviter de nouvelles inégalités, par exemple dans le domaine de la médecine ou de l'éducation". Le travail de l'ONU devrait être mieux connu des jeunes, et le travail des jeunes dans les entités de l'ONU devrait être "rémunéré et valorisé", mais les stages sont jugés très utiles.

4. Le concours jeunesse pour le prix Greycells de la Genève internationale

Ce prix a permis à des jeunes de moins de 32 ans d'exprimer leurs priorités et leurs opinions sur le rôle de la Genève internationale et l'avenir du multilatéralisme. Le prix du multimédia (offert par le Club diplomatique de Genève²¹) a été décerné à **Mme Jade Wirth** et le prix du texte écrit (offert par Greycells) à **M. Yannis Bonnet**. **Un prix spécial a été décerné à Mlle Kiersten Natalie Bolanos**, 12 ans, pour avoir été la plus jeune participante et pour son poème sur la Genève internationale.

ANNEXES :

• Programme du dialogue intergénérationnel du 25 avril 2024. https://bit.ly/Greycells_Intergenerational_Dialogue_2024_Programme	
• Informations générales, note de synthèse, rapport sur les résultats de l'enquête, synthèse des commentaires des personnes ayant répondu à l'enquête et liste des partenaires. https://greycells.ch/dialogue-intergenerationnel-2024/	

CONTACT : greycells08@gmail.com

²¹ <https://www.clubdiplomatique.ch/en/>